La Grande Relève

FONDÉ EN 1935

MENSUEL DE RÉFLEXION SOCIO-ÉCONOMIQUE

VERS LA DÉMOCRATIE D'UNE ÉCONOMIE DISTRIBUTIVE

«Vous voulez les pauvres secourus, moi je veux la misère supprimée» V. Hugo.

N° 1139 - février 2013 SOMMAIRE :

• ACTUALITÉ

page 2 Au fil des jours

JEAN-PIERRE MON souligne combien sont peu convaincantes les belles envolées de la presse autour de l'anniversaire d'un des premiers traités de l'Union Européenne, et il rapporte les propos d'un écrivain espagnol pour qui cette UE est un «vieux rafiot conservateur».

page 6 Le marché dévastateur

BENJAMIN montre que, bien que l'idéologie libérale sur laquelle est fondée l'Europe soit à nouveau démentie par les faits, ses institutions s'obstinent à imposer concurrence et coupes budgétaires, donc encore moins de solidarité et de démocratie.

RÉFLEXION

page 3 Sommes-nous sur la voie de la liberté?

CHRISTIAN AUBIN, faisant référence à l'Histoire, constate qu'aucun changement de régime politique n'a transformé les progrès techniques en progrès social.

page 9 Jean-Jacques Rousseau face au féminisme

GUY EVRARD revient sur la critique féministe de Jean-Jacques Rousseau.

• LECTURES

page 12 John Ruskin, un dissident à l'époque victorienne

Bernard Blavette nous présente une voix bien oubliée de la lutte sociale du

XIXème siècle : John Ruskin















1 Le Monde.

22/01/2013.

2

Je crois me souvenir qu'il avait fait campagne pour le NON au référendum de 2005 !!!

3 | *Le Monde*, | 23/01/2013

4 *Le Monde*, 25/01/2013

5 | *La Grande Relève,* | n° 835, juin 1985.

6 | Wikipedia.

7

"Adieu l'Europe,
rafiot conservateur",
Le Monde,
6-7/01/2013.

Parti néo-nazi qui a fait son entrée au parlement grec

en 2012.

TRISTE EUROPE

La "grande" presse, toujours attachée à la défense sans condition de "l'Union" européenne, n'a pas manqué, à l'occasion du cinquantenaire du traité de l'Elysée signé par de Gaulle et Adenauer, de nous rappeler que, même si «les relations entre les deux pays sont aujourd'hui moins faciles, notamment en raison de la crise économique»¹, la France et l'Allemagne se sentent investies «d'une responsabilité commune pour l'Europe». Les titres de la rubrique "Décryptages" de ce même numéro du Monde sont éloquents : «L'Allemagne et la France au service de l'Europe, aujourd'hui plus que jamais» par Laurent Fabius² et Guido Westerwelle, ministres français et allemand des affaires étrangères ; «Nous devons réinventer l'avenir européen, une plus grande unification est indispensable» par Tom Enders président exécutif d'EADS ; «Des noces d'or pour resserrer le couple franco-allemand. Intégrons les sociétés civiles» par Henri Froment Meurice, ambassadeur de France, etc. Et on a mis les petits plats dans les grands : Conseil des ministres commun à la Chancellerie fédérale, deux déclarations communes de Hollande et de Merkel: l'une, brève, a rappelé «l'importance du rôle moteur du couple franco-allemand dans la définition et la mise en œuvre des orientations qui dessineront l'Europe de demain»3, l'autre, de 17 pages, constitue un catalogue de mesures pour relancer les relations des deux pays... mais ce "fourre-tout" ne comporte qu'exceptionnellement un calendrier et aucune indication sur les moyens budgétaires de sa mise en œuvre!

Pendant ce temps, à Londres, le Premier ministre conservateur David Cameron a promis aux citoyens britanniques un référendum d'ici à 2017 sur le maintien ou non du Royaume-Uni dans l'Union européenne⁴. Il ne supporte pas le poids des directives communautaires...

(Rappelons qu'en 2011 Cameron a opposé son veto au pacte de stabilité budgétaire européen, ce que n'a pas fait la France, et qu'en 2009 les eurodéputés conservateurs britanniques ont quitté le Parti populaire européen pour s'allier aux extrémistes de droite tchèques et polonais au sein d'un groupe anti-fédéralistes.)

Cameron veut, dès à présent, négocier un nouvel accord avec l'UE, centré sur le marché unique (il n'y a que ça qui intéresse les Anglais!) et il a averti, dans son discours du 23 janvier : «Quand nous aurons négocié un nouvel accord, nous offrirons aux Britanniques un référendum avec un choix très simple : rester au sein de l'UE sur cette nouvelle base ou en sortir complètement. Ce sera un référendum sur l'appartenance ou non à l'UE». Finalement De Gaulle n'avait pas tort quand il ne voulait

pas du Royaume-Uni dans l'Union Européenne⁵.

«Adieu l'Europe, rafiot conservateur» Cette Union Européenne capitaliste Juan Goytisolo ne la supporte plus. «Goytisolo est un des écrivains les plus importants de la seconde moitié du XXème siècle. Attaché par des liens sentimentaux, intellectuels, très forts à l'Espagne où il est né, il a pourtant vécu en exil et développé un regard critique vis-à-vis de son pays d'origine. Ce regard critique l'aura aidé à construire une œuvre d'une grande originalité idéologique et stylistique et à adopter une position politique originale devant le nouvel ordre mondial de la fin du XXème siècle. [...] Son enfance est marqué par la Guerre civile espagnole, notamment parce que sa mère a été tuée pendant les bombardements de Barcelone par l'aviation franquiste en 1938»6.

Il a longtemps vécu en exil, notamment en France mais depuis quelques années il partage sa vie entre quatre pays : le Maroc, la France, les États-Unis et l'Espagne.

Et c'est à Tanger qu'il vient de découvrir son bonheur : être enfin un octogénaire apatride⁷ : «Cet automne, en regardant la mer depuis le mirador tangérois de la Hafa, je découvris que de l'autre côté du détroit, la péninsule ibérique, enveloppée dans un épais brouillard, n'était plus à la place qu'elle occupait habituellement[...]. Voguait-elle à travers l'océan, à mille lieues de l'Europe de Bruxelles, de la Banque Centrale Européenne et de la "dame de fer" allemande ?[...] Vers quelle destination ? Je l'ignorais, mais j'en éprouvais un immense soulagement. Lointaine, toujours plus lointaine, l'Espagne cessait d'être pour moi un fardeau encombrant. Je pouvais tirer un trait sur les notions de patrie et de nation, d'identités exclusives et figées».

Enfin libre et heureux, il s'élève contre tous les nationalismes étroits : «Comment décrire le bonheur qui m'envahit ? Apatride enfin! Tous liens coupés avec les purs, les authentiques : Finlandais, Autrichiens, Hollandais, Hongrois! Avec l'impératif national de roumaniser les gitans et d'espagnoliser les Catalans! À distance salvatrice de cette "Aube dorée" 8 néonazie aux relents de camps de la mort. De l'Europe de la peur, prête à expulser de son sein les étrangers qui viennent voler le travail de ses citoyens et profiter des prestations sociales. De cet espace commun des Vingt-Sept soumis à la loi des spoliateurs et des escrocs. De ces gouvernements esclaves du Dieu cruel des marchés et de ses agences de notation vénales. Ces sociétés dans lesquelles le mot démocratie a été vidé de sa substance. Ces partis politiques affichant des programmes auxquels plus personne ne croit. Ces dirigeants occupés à remplir leurs poches et non à répondre aux besoins de ceux qui naïvement ont voté pour eux... »

Jean-Pierre MON

Peut-on dire que les finances de la France sont de mieux en mieux gérées? C'est la question que pose CHRISTIAN AUBIN en présentant une véritable fresque historique... qui n'est pas inutile si l'on veut tenter de répondre à la question:

Sommes-nous sur la voie de la liberté ?



par Christian AUBIN

voir les dégâts provoqués par les politiques d'hyper-austérité auxquelles sont successivement condamnés les peuples des pays de l'Union Européenne, dans le but, nous dit-on, de redresser l'économie, on pourrait naïvement s'interroger sur les progrès accomplis dans la gestion des finances publiques au cours des siècles. Les résultats ne sont guère plus brillants aujourd'hui que ceux des monarchies de l'Ancien Régime! Et de toute évidence, ils sont à l'opposé des objectifs annoncés. Pourquoi ? — La question ne réside pas dans la technique économique et financière (copieusement pourvue maintenant en cerveaux, théories, puissances de calcul formidables, modèles mathématiques ultra sophistiqués...), mais dans les finalités des politiques au service du régime dominant : aujourd'hui le capitalisme, et il n'a que faire du malheur des peuples.

Au XVème siècle, la monarchie française fonctionnait sans budget et ignorait les mécanismes régissant l'économie. Le roi et son gouvernement ne disposaient d'aucun outil leur permettant de connaître les possibilités financières du pays. Ils supposaient par défaut qu'elles étaient illimitées. Et pour combler les déficits résultant des dépenses nouvelles, le monarque décidait d'accroître la pression fiscale sur le peuple.

Le roi percevait la taille, impôt direct établi au titre de rachat du service militaire, ce qui impliquait que la noblesse en était dispensée, puisque son devoir était précisément de combattre, et que le clergé n'était pas davantage concerné, ses membres ne pouvant porter les armes, ni faire couler le sang. C'est donc le Tiers État, représentant environ 95 % de la population française (gens des villes et gens des champs, ni clercs, ni seigneurs, ni nobles) qui supportait seul cette charge. À celle-ci s'ajoutait la gabelle (impôt sur le sel), principal impôt indirect, très injustement réparti sur le territoire, qui contribuait à enfoncer les familles les plus pauvres, celles des paysans, dans une terrible misère.

«Mon ami, je ne crois pas plus à l'enfer éternel que vous, mais sachez qu'il est bon que votre servante, que votre tailleur et surtout que votre procureur y croient». (Œuvres complètes de Voltaire par Charvin, 1784, p12).

La question fiscale occupa une place considérable sous l'Ancien Régime, elle provoqua des soulèvements populaires et des ébranlements sociaux majeurs qui se sont développés durant des décennies. En 1548, on décrivait ainsi la révolte des "Pitauds" en Guyenne, contre la gabelle : «Rassemblés par milliers dans les campagnes, Pitauds, Gauthiers, croquants et va-nupieds donnaient la chasse aux hommes du fisc (et autres "gabeleurs" ou "chevaucheurs du sel"). Ils assiégeaient les villes où les commis avaient trouvé refuge, ils étripaient les agents et menaçaient les bourgeois, pour se disperser sous le choc des troupes royales après des mois de résistance et de raids meurtriers»¹.

Dans un texte paru en 1689 ² (qui ne fut pas une année de disette), La Bruyère décrit ainsi ce qui est l'état habituel du paysan :«L'on voit certains animaux farouches, des mâles et des femelles, répandus par les campagnes, noirs, livides et tout brûlés par le soleil, attachés à la terre qu'ils fouillent et qu'ils remuent avec une opiniâtreté invincible ; ils ont comme une voix articulée, et quand ils se lèvent sur leurs pieds, ils montrent une face humaine, et en effet ils sont des hommes ; ils se retirent la nuit dans des tanières où ils vivent de pain noir, d'eau et de racines ; ils épargnent aux autres hommes la peine de semer, de labourer et de recueillir pour vivre, et méritent ainsi de ne pas manquer de ce pain qu'ils ont semé».

Fénelon écrit à Louis XIV, le 4 mai 1693, une lettre courageuse et d'une grande sévérité, dans laquelle il dénonce l'ambition du roi comme l'une des causes principales des maux dont souffre le pays : «Cependant, vos peuples que vous devriez aimer comme vos enfants, et qui ont été jusqu'ici passionnés par vous, meurent de faim. La culture des terres est presque abandonnée; les villes et la campagne se dépeuplent ; tous les métiers languissent et ne nourrissent plus les ouvriers. Tout commerce est anéanti. Par conséquent, vous avez détruit la moitié des forces réelles du dedans de votre État, pour faire et pour défendre de vaines conquêtes au dehors. Au lieu de tirer de

Jean Nicolas,
La Rébellion française.
Mouvements
populaires et
conscience sociale
(1661-1789),
Paris, Le Seuil, coll.
"L'Univers Historique",
2002.p 37

Jean de La Bruyère, Les Caractères. l'argent de ce pauvre peuple... La France entière n'est plus qu'un grand hôpital désolé et sans provision....»

Les milliers de révoltes, d'émeutes et de luttes des communautés paysannes "taillables et corvéables à merci" sont allées ainsi croissant, du XVIème au XVIIIème siècle. La politisation grandissante de ces mouvements, conjuguée à l'aspiration à la paix, à la croyance au progrès et à la remise en cause du droit divin par les sciences et les philosophies des Lumières, ont contribué à faire de la Révolution Française un événement considérable, de portée universelle, qui a radicalement renversé l'ordre établi, conduit le monarque à la guillotine et le peuple à la souveraineté.

NDLR ·

la réaction des gens qui pensent qu'en économie distributive le peuple ne voudrait plus travailler ressemble bien à cette réflexion du Cardinal de Richelieu!!

Mais en réalité, ce n'est qu'une promesse de souveraineté qui a été concédée au peuple.

La République, bien que fondée contre les pri-

Il y a un an, au meeting du Bourget, le candidat Hollande affirmait:

«Mon véritable adversaire n'a pas de nom, pas de visage, pas de parti, il ne présentera jamais sa candidature, il ne sera donc pas élu, et pourtant il gouverne. Cet adversaire, c'est le monde de la finance».

Ce constat a aidé son élection, mais l'adversaire qu'il dénonçait continue à gouverner.

vilèges de la noblesse, n'a pas rompu pour autant avec l'ordre ancien. Il s'est perpétué dans une forme de pouvoir désormais mains de la grande bourgeoisie qui, devenant la classe dominante du régime capitaliste, a réussi à empécher, jusqu'à nos jours, l'établissement d'une

répartition des richesses et l'égalité sociale qui est pourtant un principe de la République.

Le peuple n'a jamais pu, tout au long de l'histoire, accéder au réel pouvoir de gouverner la France. Rien ne lui fut épargné, du mépris de ses exploiteurs à la destruction des acquis essentiels de ses luttes. Sa souveraineté est déclarée mais toujours bafouée. Et elle est aujourd'hui verrouillée par les traités hypocrites de l'Union Européenne.

La Constitution française dispose bien dans son titre premier que «la Souveraineté nationale appartient au peuple qui l'exerce par ses représentants et par la voie du référendum» (art. 3), et pose le principe de la République comme étant le «gouvernement du peuple, par le peuple et pour le peuple» (art. 2). Mais la guerre idéologique incessante et multiforme contre la suprématie du peuple, qui sous-tend les politiques spoliatrices qui l'écrasent, a été et reste plus que jamais le rempart principal du pouvoir de l'argent, de la finance et des banques, l'arme des oligarques du capitalisme pour concerver leur domination et leurs privilèges.

En réalité, dans les temps historiques, il a toujours été hors de question pour les dominants d'accorder au peuple la liberté de choisir souverainement son destin.

«Le peuple doit être contenu !» telle était la théorie exposée par Richelieu en 1642 dans son célèbre testament politique : «Tous les politiques sont d'accord que si les peuples étaient trop à leur aise, il serait impossible de les contenir dans les règles de leur devoir.

Leur fondement est qu'ayant moins de connaissance que les autres ordres de l'État, beaucoup plus cultivés ou plus instruits, s'ils n'étaient retenus par quelque nécessité, difficilement demeureraient-ils dans les règles qui leur sont prescrites par la raison et par les

La raison ne permet pas de les exempter de toutes charges, parce qu'en perdant en tel cas la marque de leur sujétion, ils perdraient aussi la mémoire de leur condition ; et que s'ils étaient libres de tribut, ils penseraient l'être de l'obéissance*.

Il les faut comparer aux mulets, qui étant accoutumés à la charge, se gâtent par un long repos plus que par le travail...».



La Société des 3 Ordres sous l'Ancien Régime : 1 - La Noblesse, 2 - Le Clergé, 3 - Le Tiers-Etat

Derrière le mépris affiché par la monarchie, sa cour, l'église et les hommes de lettres, la peur du peuple n'est pas loin. Le développement du prolétariat dans les industries naissantes (forges, verreries, tanneries, filatures...), se fait sous haute surveillance.

La réglementation générale des manufactures, édictée par Colbert en vue de concurencer l'Angleterre et la Hollande (qu'il avait pour projet de ruiner au profit de Louis XIV), s'applique également à la contrainte des travailleurs. Leur soumission est un impératif

rigoureusement réglementé par le cadrage colbertiste de leur existence.

Voici la régle des devoirs de l'ouvrier dans la manufacture de bas de soie du sieur Fournier, fixée par la municipalité de Lyon, en 1667 :

- 1•Tous les ouvriers se confesseront et communieront aux fêtes solennelles de Pâques, Pentecôte, Toussaint et Noël, et les quatre fêtes de la Très Sainte Vierge, entendront la messe toutes les fêtes et dimanches, comme aussi les prédications;
- 2• Seront tenus les dits ouvriers, matin et soir, de faire la prière ;
- 3. Se lèveront à quatre heures, depuis les fêtes de Pâques jusqu'à la St Michel et travailleront jusqu'à huit heures du soir, et depuis la fête de St Michel jusqu'à Pâques se lèveront à six heures du matin et travailleront jusqu'à six heures du soir, sans pouvoir absenter le travail que par un congé auprès du dit sieur Fournier, sa femme ou son fils ;
- 4. Ne pourront demeurer à dîner ou à souper plus de trois quarts d'heure et à déjeuner et goûter une demi-heure, passé lequel temps les dits ouvriers se retireront chacun dans leur travail pour s'y employer.
- 5• Ils ne pourront, les jours ouvriers (ouvrables) sortir de la maison du dit sieur Fournier, sans son su et consentement ou de sa femme ou de son fils, et seront tenus les jours de fêtes et dimanches être de retour au plus tard à neuf heures du soir, sans pouvoir coucher hors du logis du sieur Fournier sans sa permission.

Ces impératifs ne sont guère éloignés de ceux auquels étaient soumis, à la même époque, certains esclaves employés dans les sucreries à la Martinique et à la Guadeloupe. Le missionnaire R.P. Labat y a décrit ainsi le travail: «Voilà comment on partage le temps dans une sucrerie. On fait lever les nègres pour assister à la prière environ une demi-heure avant le jour, c'est-à dire sur les 5 heures du matin ; il se passe presque une heure avant qu'ils soient assemblés et que la prière soit faite, parce que, dans les maisons bien réglées, on fait un petit catéchisme pour les nouveaux nègres qu'on dispose au baptème ou aux autres sacrements quand ils sont baptisés... Ceux qui doivent entrer au service de la sucrerie des fourneaux et du moulin y demeurent sans en sortir jusqu'à six heures du soir. Ils s'accomodent ensemble pour trouver un moment pour déjeuner et pour dîner, mais de telle manière et si promptement que le travail ne soit ni suspendu ni négligé»3.

Dans son discours sur l'histoire universelle

(1861), Bossuet légitime l'ordre social, la monarchie absolue : «Dieu tient du plus haut des cieux les rênes de tous les royaumes, il a tous les cœurs en sa main ; tantôt il retient les passions, tantôt il leur lâche la bride et par là il renverse tout le genre humain.»

Alors que le temps de la Révolution s'approche, on trouve sous la plume de Voltaire, représentant typique de la bourgeoisie, les mêmes préjugés que ceux de l'aristocratie, il écrit : «Il est à propos que le peuple soit guidé et non instruit, il n'est pas digne de l'être.» 4 et «Le peuple sera toujours un peuple ignorant et faible qui a besoin d'être conduit par le petit nombre des hommes éclairés.» 5

Nous laisserons la conclusion à Serge Halimi qui dans *Le Monde diplomatique* de janvier 2013, caractérise comme "Front antipopulaire" les coalitions qui se dressent face aux peuples du monde et à leurs libertés à conquérir.

Il cite le patron du principal fond souverain chinois, actionnaire de GDF Suez, qui a fustigé l'existence en Europe de «lois sociales obsolètes qui conduisent à la paresse, à l'indolence plutôt qu'à travailler dur». Cet exemple est comme un écho à l'extrait du testament de Richelieu développé ci-dessus : «si les peuples étaient trop à leur aise, il serait impossible de les contenir dans les règles de leur devoir... ».

Serge Halimi relate que l'historien britannique Perry Anderson rappelle qu'en 1815, lors du congrès de Vienne, cinq puissances (La France, le Royanme-Uni, la Russie, l'Autriche et la Prusse) s'étaient concertées pour prévenir la guerre et écraser les révolutions. Selon lui, l'ordre mondial est désormais gouverné par une nouvelle "pentarchie" informelle : États-Unis, Union Européenne, Russie, Chine et Inde.

Cette Sainte-Alliance conservatrice, constituée de puissances rivales et complices, rêve de stabilité.

Mais le monde qu'elle construit garantit que de nouveaux soubresauts économiques vont survenir et alimenter, quoi qu'elle fasse, les prochaines révoltes sociales. Jean Baptiste Labat, Nouveau voyage aux iles de l'Amérique, tome III, p.209-2015, 1ère impression Paris,

lettre à d'Alambert, 2 septembre 1768, Documents d'histoire vivante, Dossier IV, fiche 37, Editions sociales, 1976.

5 Lettre à Damilaville, 19 mars 1766, Documents d'histoire vivante, Dossier IV, fiche 37, Editions sociales, 1976.

Martine Bulard, La Chine et les fraudeurs, Planète Asie, 14 novembre 2011, http://blog.mondediplo.net

BOHNE ANNÉE 2013 ANNÉE INTERNATIONALE DE L'EAU





Les institutions européennes sont basées sur l'idéologie libérale selon laquelle il faut laisser faire le marché pour que l'équilibre économique soit assuré et stable. L'évolution de l'économie mondiale en 2012 vient à nouveau de démentir cette croyance, mais les institutions européennes s'obstinent. BENJAMIN montre qu'en invoquant leur "science", elles vont continuer à imposer concurrence et coupes budgétaires, ce qui signifie moins de solidarité et de démocratie, mais plus de profits pour une infime minorité, l'oligarchie.

Le marché dévastateur

par **BENJAMIN**

A. Orléan,
De l'euphorie à la
panique : penser la
crise financière,
Coll. CEPREMAP,
Ed.Rue d'Ulm,
Paris, 2009, p.14.
L'introduction
revient de manière
significative sur le
"cas Greenspan".

D'autres options existaient comme une division du travail équitable à l'échelle continentale, c'est-à-dire à

tale, c'est-à-dire à des relations de complémentarité productive.

Josefa Garcia Grande, économiste à la fondation Ortega y Gasset, à Madrid déclarait en 2003 : «En soi, la croissance espagnole n'a rien de surprenant. Nous partions de très bas et nous sommes en phase de rattrapage. D'ailleurs, depuis les années 80, l'Espagne a toujours crû de 0,8 % au-dessus de la moyenne communautaire.»

es théories économiques d'inspiration libérale (comme le monétarisme, l'école du *public choice*, la théorie du capital humain ou celle d'Hayek) se réclament toutes de la science, mais leurs promoteurs justifient toujours a posteriori le fait que leur hypothèse majeure – le marché économique trouve spontanément son équilibre – ne se vérifie jamais dans les faits! L'exemple récent le plus probant d'invalidation sans appel de l'hypothèse du marché régulateur est la crise dite "financière" de 2008. On voit mal, en effet, comment un tel évènement peut intégrer des raisonnements et des démonstrations qui associent systématiquement dérégulation, stabilité et croissance. D'ailleurs, aucun des analystes libéraux ne l'avait prévu. Et pour cause : a priori, rien dans leurs théories, ne permet de rendre compte de cette crise. Pourtant, face à ce cataclysme, rares furent ceux qui, comme Alan Greenspan, avouèrent le caractère erroné de leurs doctrines. Comme l'écrit André Orléan, «cette crise est donc endogène selon nous. Autrement dit, il s'agit d'en revenir à la question théorique centrale, celle de l'efficience des marchés financiers. C'est là le cœur du problème et non pas la prétendue apparition de comportements cupides ou irrationnels. La crise ne vient pas de ce que les règles du jeu financier ont été contournées mais du fait qu'elles ont été suivies. Mais notre diagnostic reste pour l'instant minoritaire. Le point de vue dominant, qui ne manque pas d'arguments solides, défend a contrario l'idée que la logique financière est, en son principe, parfaitement efficiente mais qu'elle s'est trouvée fortuitement entravée par la présence de forces perturbatrices exogènes. Est désignée en l'occurrence comme coupable une titrisation mal faite parce que trop opaque et trop complexe > 1.

Un second exemple, tout aussi marquant, est la crise européenne. Elle constitue elle aussi une

anomalie de taille pour les théories libérales selon lesquelles la construction de l'Union comme marché déréglementé devait assurer la prospérité et l'unité du continent. En effet, l'intégration européenne, c'est-à-dire la volonté de rassembler les États autour d'institutions communes et de resserrer leurs écarts de développement, est avant tout pensée par la Commission comme l'intégration à un marché économique². Ce fut le cas par exemple en 1986 avec la signature de l'Acte Unique qui devait redonner de la cohésion à la CEE après les chocs pétroliers : «Afin de promouvoir un développement harmonieux de l'ensemble de la Communauté, celle-ci développe et poursuit son action tendant au renforcement de sa cohésion économique et sociale. En particulier, la Communauté vise à réduire l'écart entre les diverses régions et le retard des régions les moins favorisées» (traité relatif à l'Acte Unique, dont le principal artisan fut Jacques Delors, alors président de la Commission).

Dans un premier temps, au cours des années 1990 et 2000, des trajectoires comme celle de l'Espagne ou de l'Irlande ont pu laisser penser que ce système fonctionnait et que l'appartenance à l'Union garantissait un décollage-rattrapage rapide³, comparable à celui des "dragons" asiatiques (on parlait alors du "tigre celte" à propos de l'Irlande et de "miracle espagnol") et, à terme, une convergence des économies européennes. L'oracle libéral se réalisait.

Aujourd'hui, évidemment, la situation apparaît singulièrement plus compliquée, bien moins conforme aux grandes prédictions théoriques: de sommet en sommet, les dirigeants européens donnent l'impression d'une UE au bord du gouffre et qui en réchappe à chaque fois *in extremis*. Même si nous faisons l'effort de croire au mythe fondateur européen de la communauté de destin, même si nous passons le cynisme du *«ensemble-plus-forts-dans-la-mondialisation»*, l'Union n'apparaît plus, c'est

peu de le dire, comme un bloc prospère et homogène. La récession révèle des situations pour le moins disparates. Nous découvrons cette hétérogénéité dans la mesure où elle n'avait jamais été mise en avant de manière aussi franche par le passé. Par exemple, nous savions que la zone Euro n'était pas homogène. Mais l'éventualité de son éclatement pour cause de trop grandes disparités n'avait jamais été sérieusement envisagée avant ces toutes dernières années. Ce constat majeur interroge près de 60 ans d'intégration économique sous l'égide de la Commission Européenne. On fera remarquer que les désordres politiques ne sont pas moins graves. L'ancien Président du Conseil italien menace la Chancelière allemande, qui elle-même ne veut pas que son pays paye l'indiscipline de ceux qui vivent à crédit. Jacques Delors «suggère» au Royaume-Uni de quitter l'Union... Et ce n'est pas fini, car les années qui viennent accentueront les différences des niveaux de vie des populations, conséquence d'une Europe à plusieurs vitesses. Avec la récession, les plans de sauvetage et les faillites d'États qui guettent, justifications politiques et prétentions théoriques s'effondrent.

Mais à nouveau, les analystes libéraux, solidaires en cela de la Commission, de la BCE ou du FMI, n'ont qu'un seul réflexe : persévérer, sans jamais amorcer ne serait-ce que le début d'un commencement de réexamen des présupposés théoriques qui fondent leurs inébranlables certitudes ! Pour la Commission Européenne, le marché demeure la solution universelle : compétitivité, croissance et convergence vont de pair! Signe incontestable que la crise n'infléchit en rien la ligne historique, les rapports de Bruxelles ne varient pas : «Un marché unique intégré est un moteur essentiel de la croissance économique et de l'emploi, de même qu'il offre des opportunités élargies aux citoyens de l'Union européenne. C'est pourquoi l'intégration du marché unique joue un rôle central dans la réalisation des objectifs de la stratégie Europe 2020»4. L'allocation des fonds structurels (qui doit garantir la "cohésion" régionale par le "rattrapage économique" des régions les plus défavorisées) témoigne de cette association entre convergence économique et déréglementation. C'est le cas par exemple du programme 2007-2013 : les deux premiers objectifs sont : 1• Convergence (convergence des États) et 2. Compétitivité régionale et emploi (aide à la dérégulation). Le troisième, 3º Coopération territoriale européenne, n'est doté que de 2,5% du budget total. L'ordre des priorités est clairement affiché!

Selon la Commission Européenne donc, le marché n'est pas en cause. La crise vient plutôt

de l'importance des déficits publics et des dettes souveraines. Bien évidemment, aucun mot sur la finance dérégulée, sur les mécanismes de financement des États ou sur les contre-réformes fiscales. C'est même le contraire! Son rapport de novembre 2012 passe en revue les «catalyseurs de la croissance et de l'emploi» : «dans sa communication sur une meilleure gouvernance pour le marché unique adoptée en juin 2012, la Commission recommande d'agir pour libérer le potentiel du marché unique dans les domaines où ce potentiel est le plus grand. Se fondant sur un certain nombre d'indicateurs économiques, elle a identifié les services, les services financiers, les transports, le marché numérique et l'énergie comme étant des domaines clés pour la mise en oeuvre de mesures prioritaires et pour un renforcement du marché unique»⁴. Quant à l'hétérogénéité des conjonctures économiques, elle serait liée à l'indiscipline de certains États qui n'auraient pas mis en œuvre le programme de dérégulation de l'économie, censé leur assurer la sacro-sainte compétitivité : les gouvernements auraient trop longtemps reculé devant les «réformes structurelles», pourtant incontournables qu'appelle la concurrence libre et non faussée des traités ! Bref, entre les comptes publics plombés et le défaut de compétitivité, force est de constater que «les forces perturbatrices exogènes» sont toujours à l'œuvre. Heureusement, l'accumulation accélérée de traités et de mesures dont les contenus se répètent devrait finir par mater les plus récalcitrants : Traité de Maastricht (1991), Pacte de Stabilité et de croissance (1999), Semestre européen (2010), 6+2-Pack (2010), Pacte pour l'EuroPlus (2010), TSCG (2012)...

Mais cette succession entre prédictions démenties et justifications idéologiques est sans fin. Par exemple, la capacité de ces traités à générer de la croissance fait débat. Effectivement, les quelques pays qui appliquent les réformes structurelles plongent dans une austérité catastrophique : le remède ne serait-il pas plus nocif que le mal lui-même ? Qu'à cela ne tienne! D'une part Christine Lagarde vous expliquera qu'en passer par une phase d'austérité préalable, plus ou moins longue, pour retrouver le chemin de la croissance est le prix à payer pour toutes ces années d'incurie budgétaire et de négligence fiscale (cf. ses propos en mai 2012 sur les Grecs et l'impôt). D'autre part, à tous ceux qui doutent des bienfaits de leur potion amère, les libéraux opposent un modèle, véritable preuve que «ça marche» :l'Allemagne. Selon eux, ce pays aurait consenti plus tôt que les autres, et de lui-même, des sacrifices importants qui feraient de lui la nouvelle référence européenne, après les encombrants nauRapport de la Commission : État 2013 de l'intégration du marché unique, contribution à l'examen annuel de la croissance. Nov. 2012. 5

Voir bien sûr l'article de Jean-Pierre Mon Est-ce ce que vous souhaitez? dans le numéro précédent (Grande Relève 1138) et que les développements aui suivent ne font que prolonger. On notera qu'avant les dégâts sociaux du "modèle allemand", la face cachée du "miracle espagnol" était ... une précarité à 33% !

6
A. Orléan,
L'empire de la valeur,
Coll. La couleur
des idées,
éd. Seuil, Paris,
2011, p.10.

frages espagnol et irlandais. Moyennant la mise en œuvre des réformes, la Grèce, l'Italie ou l'Espagne finiront donc par combler leur retard sur l'Allemagne.

Les limites du soi-disant "modèle allemand" sont partout suffisamment relevées pour que nous puissions parler de contre-modèle social⁵. Mais au-delà des critères sociaux, ce pays est un contre-modèle tout court. L'idée du rattrapage est un mythe. La concurrence des économies nationales ne peut pas bénéficier à tous car le marché n'a jamais été un système "gagnant-gagnant". L'analyse territoriale est un terrain privilégié d'enquêtes à ce sujet : la compétition des territoires se solde généralement par des inégalités que seule la puissance publique permet de compenser en redistribuant les richesses. Jusqu'à preuve du contraire, le marché concentre les richesses et il déséquilibre les ensembles territoriaux. Ceux qui voudraient nous convaincre du contraire, c'est-à-dire de la vertu de la mise en concur-

Par ailleurs, dans l'Europe actuelle, l'excédent des uns est le déficit des autres. C'est grosso modo la complémentarité de l'offre et de la demande. Il est évident qu'une telle situation interdit tout rattrapage : tous les pays membres ne peuvent pas devenir compétitifs en même temps et avoir tous une balance commerciale excédentaire, comme l'Allemagne aujourd'hui. Cette dernière n'est donc pas un modèle à copier ou à rattraper. Sa situation est due à l'exclusivité de sa suprématie.

rence systématique des économies régionales

et nationales, ont un bien gros travail de

démonstration en perspective!

Bref, les grandes prédictions sur le rattrapage, sur la convergence des économies, vont être rapidement infirmées. Quel aveuglement, direz-vous! La construction théorique ne cherche pas à rendre compte de la réalité; c'est l'inverse, on interprête les faits pour qu'ils s'adaptent à la théorie, pour la justifier! Plusieurs explications de cette vilaine méthode sont possibles. Présentons-en les termes extrêmes.

Hypothèse N°1 : c'est celle d'André Orléan dans un ouvrage passionnant6 : «Cette situation ne doit pas étonner. La démarche scientifique a sa propre temporalité. Les économistes ne sont pas des girouettes qui, à la demande, pourraient enseigner aujourd'hui le contraire de ce qu'ils ont professé hier. La théorie économique n'est pas un catalogue de recettes dans lequel on peut puiser au gré des circonstances, mais un corps de doctrines fortement structurées autour d'hypothèses, de méthodes et de résultats : ce qu'on nomme également un "paradigme". En son temps, Thomas Kuhn a montré qu'il est dans la nature même de l'organisation paradigmatique de résister aux *crises.*» Selon cet auteur, le champ scientifique a ses inerties et, en l'absence de modèle alternatif, la théorie dominante, même copieusement mise à mal, continue de faire autorité. L'hypothèse N°2, moins indulgente, suggère

que les économistes dominants ont troqué leur neutralité pour la défense de certains intérêts. Il est fort tentant de retenir cette dernière. La collusion entre le monde académique et les sphères politique et économique n'est pas nouvelle. Mario Monti en est probablement le meilleur exemple, placé entre l'université, Goldman Sachs, la Commission Européenne et les hauts postes au sein de l'État italien! Derrière le débat théorique (mise en cause des hypothèses libérales ou confiance reconduite envers les marchés), les enjeux sont vraisemblablement trop importants: les profits d'un côté et le sort des populations de l'autre, avec la liquidation du modèle social fondé sur la solidarité, l'abandon de toute exigence démocratique et une attaque en règle du monde du travail, dont le coût, prétendu intolérable, est présenté comme la variable d'ajustement par excellence des économies européennes pour qu'elles soient plus compétitives.

Espérons qu'en 2013, à la convergence néolibérale et forcée des politiques économiques, répondra celle des luttes pour une Europe solidaire, le seul vrai rêve européen!

SOUSCRIPTION PERMANENTE

POUR QUE VIVE LA GRANDE RELÈVE

R. Labesse 27-A. Lavie 27-J. Leblan 4-G. Lecha 7-J. Mathieu 14-A. Richard 47-G. Rodier 27-R. Saillard 27-J. Simonet 17-Melle Morilhat 7-R. Brusseau 47-R. Cerison 27-G. Chauvin 7-M. Delahaye 7-S. Faure 14-Mme Frete 54-Mme Gremion 27-P. Cohen 14-G. Parvillers 27-F. Pichon 50-B. Ballet 7-J. Hamon 114,6-R. Bigot 17-J. Iltis 13-G. Evrard 4-C. Aubin 27-Mme Rabatel 7-E. Leymarie 6-B. Simonnet 17. Total 670,6 euros. Merci à tous!

Grâce à cette souscription, nous pouvons poursuivre la publication du journal, en modérant le prix de l'abonnement, et en faire le service gratuit à des personnes qui n'ont pas les moyens de payer l'abonnement, mais qui tiennent à le lire et à le diffuser.

À l'occasion du tricentenaire de la naissance de J-J Rousseau, la GR (N°1134, août-septembre 2012) a souligné l'actualité, sur bien des points, de la pensée du philosophe des Lumières, relevant néanmoins un grand silence sur la place qu'il réservait à la femme, réduite à un second rôle au service de l'homme. Une position jugée aujourd'hui réactionnaire, en tout cas en discordance avec sa vision éclairée de la démocratie, de la liberté et de l'égalité.

Guy EVRARD revient brièvement sur cette contradiction.

J-J Rousseau face au féminisme

par Guy EVRARD

u cours de l'automne 2012, la visite du château de Chenonceau, joliment trempé dans le Cher, fut l'occasion d'y découvrir une exposition sur Jean-Jacques Rousseau¹, qui y séjourna à plusieurs reprises dans les années 1740.



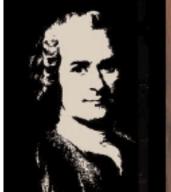
«Louise Dupin vécut au château de Chenonceau au XVIIIème siècle. "Dame des Lumières", elle y tint salon (...) et engagea "le jeune" Jean-Jacques Rousseau comme

secrétaire et aussi précepteur de son enfant. (...) Elle rédigea avec son aide un ouvrage sur "l'égalité des hommes et des femmes", dans lequel elle fit preuve d'un réel engagement féministe. Ces moments heureux, passés à Chenonceau, marqueront à jamais Rousseau et inspireront sa pensée et ses textes». Un panneau de l'exposition, dont l'essentiel du texte est repris ci-dessus, retint mon attention. Je me demandai alors comment Jean-Jacques Rousseau, après avoir travaillé avec Louise Dupin sur cet ouvrage (qui ne fut jamais publié) dans lequel elle traduisait son engagement féministe, avait pu ensuite développer des points de vue sur la femme dans la société qui apparaissent aujourd'hui singulièrement réactionnaires. Mais que seules des personnalités, philosophes et historiennes, attachées à l'égalité des hommes et des femmes, jugèrent opportun de rappeler à l'occasion du tricentenaire. Le "... bémol" de Marie-Louise Duboin le souligna fort heureusement².

Au Panthéon de la misogynie, Rousseau y aurait bien des citations assassines, mais son œuvre se prête à tant de références!

Sans doute, pour approfondir l'analyse, pourra-t-on lire le livre d'une spécialiste actuelle, Céline Spector, *Au prisme de Rousseau : usages* Site de l'exposition du Château de Chenonceau : Rousseau heureux à Chenonceau http://www.chenonceau.com/fr/expositions

Marie-Louise Duboin, ... avec un bémol, GR1134, août-septembre 2012, pp. 14-15.





3

Céline Spector, Au prisme de Rousseau: usages politiques contemporains, vol. SVEC 2011:08, éd. Voltaire Foundation, Oxford, Ionathan Mallinson, 2011. Céline Spector est Professeur de philosophie à l'Université Bordeaux 3 et membre de l'Institut universitaire de France. Ses travaux portent sur la philosophie française du XVIIIe siècle et sur la philosophie politique contemporaine.

politiques contemporains³, dont un chapitre sur huit est consacré au prisme féministe. L'auteur signale, dans la note de description de l'ouvrage, que «les développements des analyses (...) féministes [entre autres] se traduisent effectivement par un retour à Rousseau», dans un contexte où «le Citoyen de Genève est au cœur de polémiques majeures : dans une constellation postmarxiste où le libéralisme lui-même est sur la sellette, son œuvre recèle des trésors pour qui veut diagnostiquer les perversions et les maux des démocraties libérales».

La misogynie dénoncée du philosophe ne se résumerait donc pas à son mépris de la femme, ce qui doit permettre de dépasser la contradiction évoquée précédemment.

LA CRITIQUE FÉMINISTE DE ROUSSEAU SOUS LA TROISIÈME RÉPUBLIQUE

Je me suis limité ici à la lecture d'un article également érudit de Tanguy L'Aminot⁴, qui ouvre quelques pistes en posant donc la question un peu plus en amont, alors que le mouvement féministe s'organise dans les pays occidentaux, quand l'instruction des jeunes filles progresse. En France, après la défaite de 1870 et la Commune, et jusqu'à la première guerre mondiale, «la droite et la gauche s'opposent autour des valeurs républicaines et démocratiques (...) qui marquent des choix de

société». Rousseau, qui incarne pour beaucoup l'idéal démocratique, est l'objet d'un virulent débat dans les célébrations officielles de 1889 (centenaire de la Révolution) et 1912 (bicentenaire de sa naissance). La critique féministe de Rousseau qui avait cours depuis le 18ème siècle et la période romantique, par exemple celle de Georges Sand (1804-1876), qui manifestait de la sympathie pour le philosophe, sa pensée sociale, sa sensibilité et sa révolte

contre la bêtise humaine, tout en regrettant les affirmations d'*Emile* décrétant l'infériorité de la femme par rapport à l'homme, va alors évoluer.

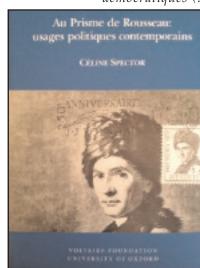
Des femmes revendiquent la citoyenneté à l'égal des hommes, c'est-à-dire le droit de vote et le droit d'être élues. Le combat féministe s'inscrit ainsi dans un combat politique où les idées de Rousseau ont toute leur place. Mais, dans leurs revendications sociales liées au quotidien, les femmes ne s'attardent évidemment pas à «discourir de la littérature du 18ème

siècle et des pages d'Emile en particulier». Pourtant, elles se sentent peut-être redevables à Rousseau «pour avoir peint, dans La nouvelle Héloïse et dans Emile notamment, divers portraits de la femme et pour avoir tenté de définir son rôle dans la société», imposant qu'elles soient reconnues, quitte à lui reprocher ensuite la position qu'il leur réservait.

Il n'empêche qu'à la fin du 19ème siècle Rousseau est simplement ignoré ou diversement critiqué par les féministes. Parmi les plus vindicatives, L'Aminot cite Séverine, qui collabora au Cri du peuple fondé autrefois par Jules Vallès, dont elle se déclara la fille spirituelle, et écrira dans un autre journal : «Je le hais ce Rousseau, dont on vient de célébrer au Panthéon la laïque béatification (...), parce qu'il fut méprisable en ses actes, vil en sa personne, parce qu'il fut l'incarnation (...) de la plus basse envie qui ait jamais déshonoré âme humaine, parce qu'il fut successivement traître à son Dieu, traître à ses amis, traître à ses bienfaiteurs, traître à ses maitresses, infidèle à tous, mordant éternellement la main qui lui avait donné le pain ou la caresse», oubliant qu'elle avait d'abord découvert Rousseau avec enthousiasme. La critique d'une féministe peut ainsi s'éloigner du fond de la question féministe.

Maria Deraismes est nettement moins hostile, peut-être parce qu'elle fut la première femme franc-maçonne et eut à composer dans un monde masculin, admirateur de Rousseau et des Lumières. En 1890, elle écrira : «De toutes les sottises dites et écrites sur la femme, il n'en est pas une dont Rousseau soit l'inventeur : il n'a fait que les répéter, les développer; mais, vu sa notoriété, elles n'en eurent que plus de crédit». Ce qui ne grandit pas forcément le philosophe. Face à ce piétinement de l'histoire : «Ce qui est moins compréhensible, c'est que, malgré l'action de la Révolution française en faveur de l'égalité, la femme soit encore asservie et considérée dans presque tous les domaines comme une mineure dans la France républicaine, démocratique et socialiste de cette fin du 19ème siècle», L'Aminot note avec circonspection que Maria Deraismes «fait preuve d'une singulière prudence ou d'un opportunisme politique étonnant car, loin de dénoncer l'action et la responsabilité des gouvernants en cette matière, elle explique cette situation par la paresse inhérente à l'espèce humaine, paresse qui amène l'homme comme la femme à accepter son sort». Mais Maria Deraismes résume peut-être assez bien un point de vue conciliateur entre le penseur en avance sur son temps et l'homme avec ses faiblesses, qui laisse ainsi Jean-Jacques Rousseau

Tanguy L'Aminot, La critique féministe de Rousseau sous la Troisième République, 14 pages et 49 références, CNRS - UMR 8599 de Paris IV-Sorbonne. http://rousseaustu dies.free.fr/ArticleTan guy.htm



... à hauteur d'homme : «Rousseau est de ceux qui, avec un immense talent, ont semé autant d'erreurs que de vérités ; mais ces vérités sont d'une telle envergure, elles ont jeté dans les esprits de si vives clartés que, malgré les lapsus du penseur et de l'homme privé, il lui restera toujours des titres à la reconnaissance de l'humanité».

En fait, comme le souligne L'Aminot, «Il existe bien une spécificité de la parole féministe, mais qui s'estompe quand celle qui parle intègre, comme le fait Maria Deraismes, la lutte féministe dans une quête plus vaste de la justice». Il identifie aussi «tout un courant réactionnaire qui insiste sur la perversité morale du philosophe pour mieux s'attaquer à son œuvre politique et pédagogique».

Tanguy L'Aminot évoque ensuite longuement une féministe qu'il situe parmi les plus radicales, la suédoise Ellen Key, mais dont le positionnement singulier tient peut-être à l'approche naturaliste de Rousseau. Dans son livre, Le siècle de l'enfant, paru en France en 1900, elle plaide certes en faveur de l'émancipation des femmes, milite pour l'égalité des droits et s'occupe des ouvrières les plus défavorisées, mais elle trouve aussi que la cause féminine «a manqué d'égards pour les dispositions naturelles de la femme, pour sa nature physique, pour les conditions environnantes». Selon L'Aminot, elle considère que «l'enfant, qui est l'être le plus faible de toute la société, et la femme ne peuvent être envisagés séparément dans le cadre de la lutte révolutionnaire ou féministe. La femme doit, à la limite de sa liberté individuelle, rencontrer le droit de l'enfant».

Comme Rousseau dans Emile, elle estime que l'éducation consiste à «laisser la nature agir tranquillement et lentement, en veillant seulement à ce que les conditions environnantes soutiennent le travail de celle-ci». Ellen Key loue les mérites de l'éducation domestique sur l'éducation publique. Elle rencontre là le point de vue de théoriciens révolutionnaires de l'éducation, l'anarchiste Elisée Reclus par exemple, pour qui l'école que les gouvernements viennent de rendre nationale et laïque, «vise davantage à dresser les petits et à les former pour les places qu'ils occuperont dans la société qu'à laisser leur intelligence s'affirmer et se développer».

Rousseau aurait ainsi rejoint les tenants de l'école libertaire et populaire. D'autres femmes, parmi les féministes les plus radicales, défendirent en effet dans un même combat la femme et l'enfant. L'Aminot cite Madeleine Vernet, militante anarchiste et pro-

pagandiste de l'amour libre, qui se réfère à Rousseau, fonde en 1904 une école différente de l'école officielle et en 1918 une revue La mère éducatrice, ainsi que Madeleine Pelletier, doctoresse, également anarchiste et libre penseur. Celle-ci est cependant consciente qu'un tel discours peut servir une cause rétrograde : «Pour épargner l'enfant, ce qui est bien, on sacrifie la mère qui cependant tout autant que l'enfant a le droit de vivre, a le droit d'être libre et heureuse, selon la conception qu'elle se fait du bonheur». À l'opposé d'Ellen Key, nous dit L'Aminot, elle souhaite que la société prenne en charge l'enfant et, lui apportant une éducation parfaite, délivre la mère des tâches qui l'asservissent. Le triomphe de la civilisation, est «de permettre à la femme, en l'affranchissant en partie de la maternité, de devenir un individu intelligent et libre».

De telles nuances dans l'exploitation de la vision de Rousseau à propos de la mère et de l'enfant témoignent de la richesse du discours féministe au début du 20ème siècle. Sans résoudre la question, il permet aux femmes les plus conscientes de saisir l'importance de celle-ci.

LA MISOGYNIE DE ROUSSEAU, UNE VUE TROP SIMPLISTE

On voit donc que la critique féministe de Rousseau durant cette période (de 1880 à 1919) est très variée et complexe, sans que les femmes «ne se sentent insultées par l'image de la femme au foyer». Ce n'est qu'à la suite des deux guerres mondiales, quand les mœurs et les valeurs de la société française auront changé, que Rousseau incarnera l'antiféminisme. Tanguy L'Aminot ne trouvera plus, à la fin du 20ème siècle, qu'Annie Leclerc, expliquant dans son livre Origines (1988) qu'elle fut féministe parce que Rousseauiste!

La référence, même critique, aux positions de Rousseau sur la femme et l'éducation, dans la richesse du mouvement féministe au cours d'une période charnière de notre histoire, avec des acteurs qui ont contribué fortement à l'évolution de nos consciences républicaines, suffit à repousser résolument cette vison simpliste de la misogynie du philosophe. Céline Spector nous y invite⁵ : «Mais nombreuses sont aussi les féministes qui proclament l'intérêt d'une relecture de Rousseau, non tant pour ses réponses que pour les questions pertinentes qu'il a pu soulever en voulant tirer au clair les questions essentielles - les rapports du domestique et du politique, de la sphère privée et de la sphère publique».

Céline Spector,

Au-delà de l'idole, entretien par Marion Rousset le 27 juillet 2012, Regards.fr http://www.regards. fr/idees/au-dela-del-idole,5485

Lire
«Le grand bond en arrière»
par Serge Halimi (actuel directeur du Monde
Diplomatique).
Ed. Fayard, 2004; (Réédité en 2012 chez Agone).

Dans le texte ci-dessous, BERNARD BLAVETTE évoque la personnalité de John Ruskin (1819-1900), esprit original et totalement à contre-courant de son temps, dont les préoccupations éthiques, économiques, voire même écologiques, sont encore largement les nôtres, surtout dans le contexte de "Grand bond en arrière"¹ vers le XIXème siècle, que tente de nous imposer le capitalisme...

John Ruskin, un dissident à l'époque victorienne

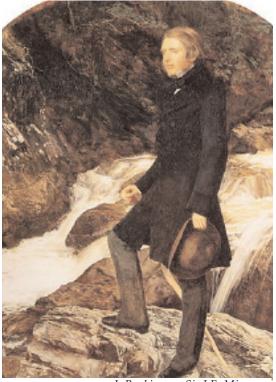
par Bernard BLAVETTE

onsidérant l'immense misère des populations laborieuses, l'écrivain américain Jack London a qualifié le XIXème siècle de "siècle de fer".

Mais on pourrait aussi le baptiser "siècle du fer" car le capitalisme en phase ascendante s'appuie alors sur la sidérurgie pour asseoir son développement et son pouvoir. Chercheurs, ingénieurs et même ouvriers sont fascinés par le fer, le feu, l'acier qui signent la domination de l'espèce humaine sur la nature. Le Royaume-Uni, bientôt imité par la France et l'Allemagne, joue à cet égard un rôle pionnier. Son territoire se couvre de ce fameux chemin de fer qui va abolir les distances et devenir le symbole de ce progrès que rien ne saurait arrêter; sur mer, de grands vaisseaux de vapeur et d'acier relèguent rapidement la marine à voile au rang de souvenir.

Mais la domination sur la nature va exacerber le désir de domestiquer les hommes qui, en foule, vont être conduits des campagnes vers les usines, les manufactures, les mines pour satisfaire l'appétit insatiable de l'ogre capitaliste. La condition misérable de cette main d'œuvre servile, l'arrogance et l'indifférence de ses maîtres, inspireront à Jack London son roman Le talon de fer dans lequel on peut voir comme la prémonition de l'idéologie nazie... La domination capitaliste, qui s'étendra bientôt à l'ensemble du globe à travers la colonisation imposée par le feu et l'acier des canons, va bientôt être théorisée, justifiée scientifiquement par une interprétation fallacieuse de la théorie de l'évolution de Charles Darwin, mettant en avant le droit inaliénable du plus fort, du plus apte, du plus adapté, nous dirions aujourd'hui du «génétiquement correct»². De son côté, la nouvelle science économique, à travers des penseurs comme Ricardo, Malthus, Walras... ne va plus avoir de cesse, jusqu'aujourd'hui, de se considérer comme une "science dure" dont les lois sont aussi intangibles que celles de la nature. L'économie se présente alors comme une science non pas immorale mais amorale, étrangère au domaine de la morale, tout comme l'action de la nature : un tremblement de terre ne touche-t-il pas indifféremment tout le monde, jeunes ou vieux, hommes ou femmes, les justes comme les corrompus ? Ainsi Walras, dont le père était pharmacien, déclarait-il : «D'un point de vue économique, lorsque mon père vend un flacon d'arsenic, peu importe que cela soit à un médecin pour sauver un malade, ou à un assassin pour commettre un meurtre...»

C'est dans ce monde implacable que va soudain se faire entendre une voix dissidente... Le petit John naît le 18 février 1819 dans une famille de riches négociants en spiritueux. Très tôt, il développe une exceptionnelle sensibilité artistique : poésie, dessin, peinture, architec-



J. Ruskin, par Sir J.E. Minnays.

Voir
L'imposture capitalisteBernard Blavette
GR 1100
(Juillet 2009).

ture. Il étudie au King's College de Londres, à l'université d'Oxford, et son père engage un célèbre aquarelliste comme professeur particulier.

Mais le vrai tournant de sa vie va se produire lorsqu'adolescent il commence à accompagner son père dans ses voyages d'affaires à travers l'Europe. En Suisse où il découvre la beauté des paysages montagnards. En Italie où il s'enthousiasme pour l'art de la Renaissance : l'architecture et la peinture, avec Fra Angelico ou Tintoret, qui lui inspirent deux ouvrages appelés à connaître un large succès *The Seven Lamps of Architecture* et *Modern Painters*.

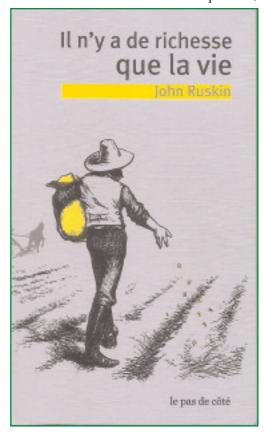
Cependant, dans ses voyages, John Ruskin n'a pas seulement rendez-vous avec la beauté. Lui qui avait jusque-là évolué dans le milieu préservé et confortable de la bourgeoisie victorienne, va découvrir l'envers du décor de la révolution industrielle : les quartiers sordides de Liverpool et de Manchester où s'entassent les ouvriers des filatures, l'immense détresse des ouvriers agricoles français ou espagnols qui, par leur labeur incessant, procurent à leurs maîtres les revenus qu'ils iront ensuite dépenser à Paris. Sa prise de conscience est graduelle et passe tout d'abord inaperçue de ses proches et de ses lecteurs. Pourtant, dans Modern Painters, ouvrage qui, au premier abord, paraît rassembler les réflexions d'un esthète bien éloigné des préoccupations sociales, on trouve une affirmation lourde de sens qui va constituer le fondement de toute sa philosophie sociale : «La coopération entre les hommes est la loi de la vie, la compétition engendre l'anarchie, c'est la loi de la mort»3.

En 1857, Ruskin, maintenant critique d'art reconnu, est invité à Manchester pour une conférence à l'occasion d'une célèbre exposition artistique. Ses commanditaires et l'équipe municipale attendaient des félicitations pour le dynamisme économique de la ville. Au lieu de cela, ils subissent, effarés, une attaque en règle contre l'accumulation des richesses qui ne peut s'accomplir qu'au détriment du plus grand nombre, contre «l'absurdité et l'inutilité d'amasser cette matière lourde et jaune que nous appelons l'or»4. Dans une grande envolée lyrique dont il est coutumier, Ruskin rappelle que dans toutes les représentations du Jugement Dernier au Moyen Age figure un homme nu avec son or contenu dans une bourse suspendue à son cou, que des diables conduisent impitoyablement vers l'enfer, et conclut par une apologie du socialisme (dans une interprétation plutôt paternaliste, il est vrai). Les autorités parviennent à étouffer le scandale. Mais quelques mois après Ruskin récidive avec quatre essais qui abordent plus directement les questions économiques, publiés dans la revue Cornhill Magazine. Le

scandale est cette fois énorme. Les économistes ne tolèrent pas qu'un vulgaire "artiste" puisse prétendre contredire les oracles de la toute nouvelle science économique. La bonne société victorienne voit en lui un traitre à sa propre classe. La revue lui interdit désormais l'accès à ses colonnes. Une campagne de presse se déchaîne contre lui : «Si nous ne le faisons pas taire, ses paroles dangereuses pousseront les esprits révoltés à passer à l'action et nous risquons d'être balayés» écrit le Manchester Examiner and Times du 2 octobre 1860⁵.

Totalement ostracisé, y compris par sa propre famille, en proie à l'une de ses nombreuses périodes de dépression, Ruskin va alors s'exiler en Suisse. Là, parmi ses «chères montagnes», il va reprendre courage et concevoir un ouvrage dans lequel il approfondit et précise ses thèses sur l'organisation du monde. Après deux ans d'éloignement, il décide de rentrer en Angleterre et parvient à publier *Unto this last* qu'il considèrera comme «l'ouvrage de sa vie». La traduction en français de ce titre n'est pas aisée, il exprime l'idée que les richesses de la terre appartiennent aux puissants autant qu'aux misérables, aux «premiers comme aux derniers»

La dernière édition de ce livre en français datait... de 1902. Les éditions *Le pas de côté* viennent d'en publier une nouvelle traduction sous le titre *Il n'y a de richesse que la vie*. L'ouvrage consiste en une critique virulente de la science économique de son temps (et qui est encore largement la nôtre), une analyse de la vraie nature de la richesse et du pouvoir, et



je traduis ici une
phrase citée dans
John Ruskin,
Selected writings
p.264.
Ed. Penguin Classics

les deux citations suivantes sont, de même, ma traduction d'extraits du même ouvrage:

4 p.286.

(1964).

5 p.265.

pose les fondements de ce que nous nommons aujourd'hui l'État social.

La charge contre la science économique est d'une violence étonnante, elle n'a pas pris une ride. Pour lui, l'économie moderne n'est qu'une croyance, parmi bien d'autres auxquelles l'humanité a été soumise : «Parmi les illusions qui, à différentes époques ont occupé l'esprit des masses, la plus curieuse peut-être, et certainement la moins honorable, est la soidisant science moderne de l'économie poli*tique* »6. Son but affiché est de faire le bonheur des hommes en produisant des choses utiles, mais la réalité est sordide : il s'agit en fait d'amasser des fortunes sans se préoccuper de leurs sources morales et «certains trésors sont lourds de larmes humaines»⁷. Loin d'œuvrer en faveur de l'intérêt général, l'économie politique n'est que «l'art de devenir riche en maintenant son voisin dans la pauvreté»8 et «il n'y a rien dans l'histoire d'aussi déshonorant pour l'intelligence humaine que cette idée moderne selon laquelle l'injonction commerciale "achetez au meilleur marché et vendez au plus cher" puisse représenter un principe valable d'économie nationale»9. Car pourquoi une chose est-elle bon marché? Tout simplement parce que le producteur recourt sans vergogne à «la forme commerciale du vol qui consiste à tirer profit du dénuement d'un homme pour obtenir son travail ou ses biens à

14 p.129. Ici, je ne peux faire un rapprochement un peu prix réduit.»10 Aujourd'hui, nos brillants managers média-

tiques qui délocalisent sans état d'âme devraient découvrir Ruskin, et nous, consommateurs impénitents, ne devrions jamais oublier que les cadeaux dont nous avons comblé nos enfants il y a quelques jours à peine, ont été bien souvent produits par «des êtres aux yeux éteints et à la poitrine creuse»11. Ruskin a bien compris que la science économique de son temps (et du nôtre) n'est que l'habillage idéologique qui masque une course à la richesse matérielle, au pouvoir et aux privilèges qu'ils procurent. Mais cette fuite en avant ne conduit qu'au chaos car «vous pouvez produire pour votre voisin, à votre convenance, des grains de raisin ou des grains de mitraille ; mais lui aussi, de manière catallactique, cul-

tivera à votre attention ces mêmes produits, et chacun de vous récoltera ce qu'il aura semé»12. Nous vérifions, après plus de deux siècles d'organisation capitaliste de la société, le bienfondé de ces paroles prophétiques. Nous le vérifions tout particulièrement en Afrique, continent que nous continuons à piller sans vergogne, continent que nous avons transformé en un gigantesque marécage dans lequel corrupteurs, corrompus, et populations locales misérables, s'enlisent inexorablement. Car «les riches ne refusent pas seulement la nourriture au pauvre, mais ils lui refusent aussi la sagesse, ils lui refusent la vertu, ils lui refusent le salut»¹³. Pour Ruskin, la seule vraie richesse c'est la vie. La vie sous toutes ses formes, dans toute sa diversité «dans toute sa puissance d'amour, de joie et d'admiration (...) l'homme le plus riche est celui qui, ayant perfectionné au plus haut point les qualités de sa propre vie, dispense en même temps, par sa personne même et ce qu'il possède, la plus large influence au service de la vie des autres»14. Et ce "perfectionnement", l'espèce humaine va le trouver notamment à travers le ressourcement au sein de la nature, dans la contemplation de ses paysages en un véritable exercice spirituel : «Depuis le col du Simplon la vue embrassait la mer de nuages recouvrant la vallée, une pure blancheur de marbre céleste, et au-delà s'élançaient contre le bleu du ciel les grands sommets des Alpes, parfois subtilement voilés par une brume légère qui, en s'évanouissant, les laissaient nimbés d'une étrange lumière comme au premier jour de la création.»15 Pourtant Ruskin n'est pas un doux rêveur perdu dans des considérations éthérées : il va "mettre les mains dans le cambouis" en établissant un catalogue de mesures destinées à éradiquer la misère et l'indigence des classes laborieuses: éducation gratuite et obligatoire pour tous, indemnités pour les travailleurs en cas de maladie, revenu décent pour les vieillards et les indigents. Et Ruskin lance une idée originale qui prend toute sa saveur à notre époque ultra libérale où l'initiative privée est portée au pinacle : «des manufactures et des ateliers devraient être établis sous le contrôle du gouvernement pour la production et la vente de tout ce qui est nécessaire à la vie et pour l'exercice de tout art utile. Et ce,

Martin Luther King savait associer des propos mesurés à une volonté indomptable pour aller vers son objectif de justice sociale, indépendante de la couleur de peau : «La vraie charité ne consiste pas à jeter une piécette à un mendiant. Elle conduit à penser qu'un édifice social où sont produits les mendiants a besoin d'être remodelé». On peut rapprocher cette citation de celle de Victor Hugo qui figure sous le titre de La Grande Relève.

les citations suivantes sont extraites de Il n'y a de richesse que la vie :

p. 18

7 p.57

p. 46

9 p. 59

 $10\ p.\,66$ 11 p. 62

12 p.128

13 p.132

m'empêcher de osé avec la philosophie de Spinoza qui déclare dans son Éthique : «Lorsqu'il agit sous l'empire de la raison, l'homme

est suprêmement

utile à l'homme»

15 passage traduit de Selected Writings

p. 116.

sans interférer le moins du monde avec les entreprises privées, sans instaurer aucune restriction ni taxe sur le commerce privé, mais en les laissant faire de leur mieux pour battre le gouvernement si elles le peuvent. Dans ces manufactures et ateliers de l'État, le travail effectué ferait autorité et serait exemplaire, et la substance vendue serait pure et véritable ; de sorte qu'un homme serait assuré (...) d'avoir pour son argent du pain qui serait du pain, de la bière qui serait de la bière, du travail qui serait du travail.»¹⁶

Que l'on comprenne bien, ce qui est en jeu ici ce n'est rien de moins que la dignité restaurée du travail, le triomphe de la coopération sur la compétition, la marginalisation de cette activité parasite que représente la publicité, la qualité garantie des produits et la disparition, par exemple, de cette ineptie que constitue l'actuelle "obsolescence programmée". 17 John Ruskin est aujourd'hui bien oublié. Il a pourtant exercé une influence décisive sur nombre de penseurs, d'écrivains, de militants : il entretint une correspondance régulière avec Henry David Thoreau, l'un des premiers théoriciens (et praticiens) de la désobéissance civique, Proust déclarait être parmi ses fervents admirateurs, Gandhi affirmait

avoir beaucoup appris de lui, et, lors de la fondation du Parti Travailliste anglais, lorsque les socialistes européens n'étaient pas encore devenus ce ramassis d'affairistes qui trahissent tous les jours les valeurs qu'ils prétendent défendre, plusieurs textes de Ruskin sont lus à la tribune.

On peut aussi se poser légitimement la question de savoir si Ruskin a eu des contacts, ou s'il y a eu des influences réciproques, avec une autre grande voix du XIXème siècle, Karl Marx. La réponse est négative, ce qui ne doit pas nous étonner car les deux hommes se situent sur des plans différents. D'une part l'immense penseur auteur de la critique la plus profonde jamais énoncée contre le capitalisme, et qui sut concevoir une philosophie de l'histoire dont l'écho résonne encore de nos jours, d'autre part un poète doté d'une grande sensibilité artistique, un amoureux de la beauté du monde sous toutes ses formes, mais qui avait compris que la beauté est exigeante, qu'elle ne peut être séparée de la morale, et qu'elle ne saurait s'accommoder de l'avidité, de l'obsession de la puissance et de «la laideur des faubourgs.»18

Il n'y a de richesse que la vie p.15. De telles unités de production d'excellence existent aujourd'hui, mais uniquement dans des secteurs de "niches" ou de luxe : la Manufacture des Gobelins et la Manufacture de Sèvres par exemple. L'adoption de la forme juridique de "coopérative" pourrait permettre d'introduire des pratiques démocratiques en évitant les inconvénients bureaucratiques d'une étatisation trop poussée.

Ainsi une récente enquête de la revue *Que choisir* montre que les nouveaux écrans plats de TV sont conçus pour une durée de vie moyenne de 3/4

18
| Jacques Brel:

«Quand on a que l'amour».

TARIFS D'ABONNEMENT (11 numéros par an)

RÈGLEMENTS:

à l'ordre de La Grande Relève 88 Bd Carnot 78110 Le Vésinet France

par chèque bancaire,

ou par CCP : N° de compte 1340239M020 références internationales <u>depuis octobre 2007</u>:

IBAN: FR10 2004 1000 0113 4023 9M02 016

BIC: PSSTFRPPPAR

	<u>'</u>	
Je m'abonne à exemplaire(s) de La $Grande$ $Relève$ à partir du N° Voici comment rédiger mon adresse, selon les normes imposées par La $Poste$:		
Prénom, NOM IMMEUBLE N° ET VOIE CODE POSTAL ET COMMUNE Je commande les ouvrages suiva	nts :	
L'onvoio pour cela la comme de		OUTOS
_		euros
date	signature	

CE OUE NOUS PROPOSONS :

En résumé, il s'agit de rendre financièrement possible ce qui est utile, souhaitable, matériellement et écologiquement réalisable.

Pour cela, la monnaie actuelle doit être remplacée par une monnaie qui ne circule pas pour qu'on ne puisse pas la "placer" pour "rapporter".

Cette monnaie "distributive", émise par une institution publique, est un pouvoir d'achat qui s'annule quand on l'utilise (comme un ticket de transport), tout en laissant au consommateur la liberté de ses choix. La masse monétaire étant ainsi créée et détruite au même rythme que la production, ce sont deux flux permanents qui s'équilibrent.

Leur intensité est définie par les citoyens, quand ils décident, à l'échelle appropriée, de la production, de ce qui sera produit, dans quelles conditions, et de l'importance relative des trois parts à faire dans la masse monétaire :

- pour financer la production,
- pour assurer les services publics (car impôts et taxes n'existent plus),
- pour verser à chacun un revenu garanti suffisant pour vivre libre.

Les décisions ainsi prises n'ayant plus de retombées financières personnelles, l'intérêt général prime sur l'intérêt particulier et la démocratie devient réalité.

SUGGESTIONS DE LECTURES

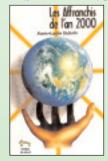
• JACQUES DUBOIN

Extraits choisis dans son œuvre (1 euro)

• ET SI ON CHANGEAIT ?

Bande dessinée par J.VIGNES-ELIE (3 euros).

• LES AFFRANCHIS DE L'AN 2000.



par Marie-Louise DUBOIN, sous la forme d'un roman, les mécanismes de l'économie distributive sont expliqués à l'aide d'exemples, montrant ce qu'elle peut apporter à la société (303 pages, 13 euros).

• MAIS OÙ VA L'ARGENT ?

par Marie-Louise Duboin, l'étude de la façon dont la monnaie est devenue cette monnaie de dette qui empêche toute véritable démocratie, suivie de propositions pour évoluer (édition du Sextant, 240 pages, 13 euros).



- D'anciens numéros sont disponibles (1 euro)
- Des textes sont téléchargeables sur notre site internet. Par exemple :.

(Tous les prix indiqués sont franco de port).

La Grande Relève

Fondé en 1935 par Jacques DUBOIN

Direction et mise en pages: Marie-Louise DUBOIN

Rédaction: les abonnés qui le souhaitent, tous bénévoles.

Les manuscrits sont choisis par le comité de lecture.

Graphisme: LASSERPE, Anne-Laure WITSCHGER Imprimé à Toulouse par Imprimerie 34

Adresse postale: 88 Boulevard Carnot 78110 Le Vésinet

Téléphone seulement les lundi et mardi et de 15 à 18 heures: 01 30 71 58 04

Adresse électronique: grande.releve.net@wanadoo.fr

Nouveau site internet: www.economiedistributive.fr